

BOLIVIE: LA GUERRILLA répond à la répression

UNE nouvelle épreuve de force a eu lieu en Bolivie entre les mineurs et la junte militaire régnante. L'action s'est déroulée dans les alentours de la région militaire du Puits XX de Catavi. Dans le but d'écraser le mouvement des mineurs dirigé par les syndicalistes, maintenant dans la clandestinité, la junte a ordonné aux troupes gouvernementales de donner l'assaut et a annoncé le 22 septembre que les mines seraient fermées pour une période indéfinie. (Cependant, le colonel Juan Lechin Suarez annonça le jour suivant qu'elles seraient probablement réouvertes le 24 septembre).

Des combats violents ont eu lieu entre la troupe et les mineurs, faisant une trentaine de morts et des centaines de blessés. La presse titra que trois policiers gardés en otage par les mineurs avaient été enfermés dans la mine jusqu'à ce que mort s'ensuive. Cependant, l'agence France-Presse annonça le 24 septembre qu'ils étaient tous trois sortis de la mine sans blessures.

En guise de nouvelle mesure de répression, la junte isola des groupes de mineurs suspectés d'être des dirigeants et ordonna leur déportation dans des régions isolées du pays.

Mais la junte militaire n'a pas pu entreprendre de « purger » le mouvement ouvrier de ses dirigeants les plus connus, et de « réorganiser » les mines (expulsions massives et diminution substantielle des salaires) et continuer à jouer dans le même temps le jeu de la « restauration de la démocratie ». Un conflit direct avec les mineurs était inévitable. Le premier heurt avait eu lieu en mai dernier. Le second, plus sanglant que le premier, vient d'avoir lieu en septembre. La junte tente de démanteler le mouvement ouvrier par des arrestations, des déportations et des assassinats.

L'assassinat de César Lora, dirigeant trotskyste des mineurs du Puits XX, a été l'épisode le plus tragique de cette répression. Cet assassinat a été suivi de mesures contre d'autres militants juste avant le plus récent conflit armé au Puits XX de Catavi.

Le 4 septembre, Hugo Gonzales Moscoso, secrétaire du Parti ouvrier révolutionnaire, était arrêté sur la route entre La Paz et Oruro. Il fut tenu au secret.

Lucha Obrera, le journal officiel du P.O.R., donna immédiatement l'alarme, devant la possibilité très réelle que Moscoso tombe devant un peloton d'exécution de la junte sans même passer devant un pseudo-tribunal. Des étudiants et des professeurs organisèrent une manifestation de masse, se dirigeant vers les quartiers généraux de la police, réclamant la libération de Moscoso. De même, les mineurs é mirent des protestations.

La junte et sa police reculèrent finalement devant la pression, et Moscoso fut libéré quelques jours après son arrestation. Lucha Obrera fit connaître l'arrestation

d'un autre révolutionnaire, Paulino Joaniquina. On n'a pu encore savoir où la police le retenait.

Paulino Joaniquina a été secrétaire du syndicat des mineurs de San José (Oruro). En novembre de l'année passée, tandis que le général Barrientos était à San José, Joaniquina prononça un discours courageux, faisant connaître les revendications des mineurs et affirmant qu'ils ne rendraient jamais leurs armes comme il l'avait été demandé par la junte. En mai dernier, il avait dirigé ses camarades dans leur lutte contre la junte et, après leur échec, il était rentré dans la clandestinité.

Nombre de révolutionnaires ont été arrêtés, selon Lucha Obrera, et sont détenus dans des conditions barbares. « Dans les cellules répugnantes, infestées de rats, du département de la police, nombre de com-

battants révolutionnaires sont traités de façon inhumaine. Parmi eux, Enrique Valenzuela, Prudencio Meneses et Silvio Torrez, arrêtés pour avoir défendu les intérêts des mineurs dans une réunion. Ces militants maintiennent une attitude courageuse en face de leurs bourreaux. Gaston Murillo et Guzman ont été arrêtés sous l'accusation d'avoir incité les étudiants à la lutte. Deux étudiants ont été torturés et sérieusement blessés par la police. Deux membres du P.O.R., Marquez et Ormote, ont été arrêtés alors qu'ils distribuaient des publications du Parti. Ils ont aussi été torturés, particulièrement Marquez qui a souffert de blessures nombreuses ».

La junte espère consolider son régime dictatorial par une telle répression. Mais les choses pourraient se passer différemment des calculs de Barrientos et de sa

clique. La haine qui suscite la répression et les atteintes nouvelles à un niveau de vie, déjà épouvantablement bas, peuvent provoquer de nouvelles explosions. Même les couches les plus pauvres de la petite bourgeoisie des villes sont hostiles au régime, de même que les paysans qui voient les riches propriétaires terriens relever la tête avec la junte.

Tout semble indiquer que la lutte en Bolivie atteint un nouveau stade. Des militants qui ont été poursuivis par la junte et ont été forcés de fuir reviennent à la surface dans la lutte de guérilla. En septembre, le premier numéro d'une petite publication intitulée *Peuple en armes*, qui s'annonce comme *Organe du Commandement national de la guérilla*, a été mis en circulation à La Paz. Elle comprenait des déclarations de militants.

L'une d'elles, sous le titre « Les armes à la main, sauvons la Bolivie du désastre », dénonçait la colonisation yankee, leurs agents nationaux les militaires et concluait :

« Nous, Boliviens, préférons mourir plutôt que de vivre comme des esclaves ! Vive les combattants des guérillas du peuple et des travailleurs ! »

Dans un autre article intitulé « La guerre de guérilla est la poursuite de la lutte de masse », le premier numéro de *Pueblo en Armas* déclara : « La lutte armée... nous a été imposée par la manière dont la junte a agi. Si nous prenons les armes, c'est parce que toutes les voies légales sont fermées. La junte militaire a brisé le cadre de la loi et s'est placée elle-même en dehors de la loi. L'exemple des mineurs, qui ont cru au dialogue et à la négociation, est récent. Les délégués et les signataires de pétitions sont emprisonnés. La même chose s'est passée dans les villes. Personne ne peut prononcer de critiques sans le risque d'être envoyé à Porto-Rico, pour un lavage de cerveau... »

« Cela ne veut pas dire que les luttes syndicales et la direction du mouvement des ouvriers doivent cesser. Pas du tout. Cette forme de lutte continue, mais en face de la brutalité du régime, elle est complétée par l'action armée et la guerre de guérilla. Une relation étroite existe entre eux, et plus exactement, l'action armée et la lutte de masse sont les deux aspects de la lutte générale pour la libération nationale et sociale de la Bolivie. »

« Pour accomplir cela, il est nécessaire d'organiser dans chaque mine, dans chaque usine, dans chaque magasin, dans chaque champ, des comités de défense syndicale constitués par les membres les plus audacieux et les plus courageux. Nous voulons éjecter les militaires, et non les remettre en place avec une autre couverture, mais organiser un gouvernement populaire des travailleurs, des paysans et des révolutionnaires. Vive les combattants des guérillas ! A bas le joug militaire ! »

José VALDES.

(Correspondant.)

Un parti chilien d'unité marxiste-révolutionnaire

Santiago du Chili : Le congrès constitutif d'un parti marxiste-révolutionnaire s'est tenu les 14 et 15 août. Divers groupes et partis, avec des délégués des plus importantes provinces du pays y assistaient. Après une discussion pleinement démocratique, ils approuvèrent les rapports suivants : Situation internationale, Amérique latine, situation intérieure, déclaration sur les principes et programmes, organisation et statut. A la majorité, la dénomination choisie pour le nouveau parti fut « Movimiento de la Izquierda Revolucionario » (MIR) : Mouvement de la gauche révolutionnaire. Ce nouveau parti marxiste-révolutionnaire débute avec des comités régionaux et des organisations dans douze provinces chiliennes et des sympathisants dans les trois autres.

Le MIR est le produit d'unités successives qui ont eu lieu l'année passée : 1^{re} février 1964 : POR (Parti ouvrier révolutionnaire), ayant une longue tradition trotskyste, et MRC (Mouvement communiste-révolutionnaire), un groupe de jeunes communistes qui s'était formé à l'occasion du conflit sino-soviétique.

2^{de} Mai 1964 : MRC et OSI (Opposition socialiste de gauche), forment ensemble le PSP (Parti socialiste populaire).

3^{de} Mai 1965 : PSP et MIDI (Mouvement des indépendants de la gauche allendiste), groupe composé de comités de base qui soutenaient la candidature d'Allende aux élections présidentielles. Cette formation conservera le nom de PSP.

4^{de} PSP et Avant-garde révolutionnaire marxiste, avec des groupes ayant quitté les partis communiste et socialiste, et des

syndicalistes révolutionnaires comme Clotario Best.

Ces groupes et militants convoquèrent le congrès constitutif qui a créé le MIR. Le processus de regroupement révolutionnaire au Chili est partie intégrante du processus d'unification affectant les groupes marxistes qui, en général, ont fait leur apparition en Amérique latine depuis la révolution cubaine. C'est dans cette perspective que le plus important parti marxiste-léniniste jamais créé au Chili a vu le jour. On peut juger de son importance, non seulement d'après ses positions politiques et la qualité de ses leaders, mais par le nombre de ses militants, dont la majorité sont de jeunes ouvriers ou paysans et des étudiants.

Le Congrès a élu un Comité central de 21 membres (11 pour Santiago, et 10 pour les provinces). Le Comité central est composé, dans sa grande majorité, de jeunes, et de leaders expérimentés comme Enrique Sepulveda, fondateur du POR et du Trotskisme chilien, qui a été élu secrétaire général à l'unanimité ; Humberto Valenzuela, ancien secrétaire général du POR ; Clotario Best, président de la centrale unique des travailleurs depuis neuf ans ; Oscar Weiss, qui a été membre du Comité central du Parti socialiste à plusieurs reprises jusqu'à ce qu'il rompe avec ce parti à cause de son réformisme ; Santibanez, dirigeant régional du Parti communiste, qui vient de rompre avec le PC à cause de son révisionnisme ; l'auteur du présent article, et d'autres dirigeants ouvriers ou étudiants.

José VALDES.

(Correspondant.)

MITERRAND → PINAY → DE GAULLE

(Suite de la 1^{re} page)

Parler du soutien à la candidature Mitterrand comme d'une action dans une longue série de luttes partielles dans l'unité des forces socialistes, c'est une mauvaise plaisanterie. Mitterrand incarne au contraire une situation dominée par la sclérose des vieux appareils qui ne peuvent un jour se retrouver que dans le marais d'un système du type « tripartisme » de 1946-47. Mitterrand n'est pas plus à gauche que le de Gaulle de 1944, et tout le monde n'oublie pas sur quoi a débouché le front unique de la Résistance.

Mais il y a pire. Mollet vient de dire son dernier mot : Si Pinay se présentait, il ferait, au second tour du scrutin, virer les voix de son parti de Mitterrand à l'ex-ministre des Finances du général-président (dans la perspective d'un gouvernement Mollet sous présidence Pinay). On voit quelle serait alors la situation du P.C.F. (et du P.S.U. si ce parti emboîte le pas aux autres). Fort heureusement pour nos unitaires sans principes, Pinay a juré ses grands dieux qu'il ne se présenterait pas contre son ancien patron. En somme, la moitié au moins des supporters de Mitterrand (voire Mitterrand lui-même) dont la candidature ne se justifie que par l'opposition à de Gaulle, sont prêts à soutenir au second tour un candidat pro-gaulliste devant lequel Mitterrand se retirerait. Magnifique « commencement de front unique » en vérité !

Que faire ?

Ces « sous-minimalistes » affolés se défendent en nous accusant, nous et ceux qui pensent comme nous, en

marxistes, de « maximalisme » et de pratiquer la politique du pire. Les plus violents sont, bien entendu, ceux qui criaient naguère le plus fort qu'ils n'accepteraient pas un candidat sans débat commun, ni programme minimum. Waldeck Rochet tente de faire passer pour un « engagement réciproque » un échange de lettres où Mitterrand lui intime sans façon de prendre ce qu'il lui donne et de s'en contenter, cependant qu'il réaffirme son atlantisme, son européisme bourgeois et son pâle réformisme de la Constitution gaulliste qu'il ne trouve pas si mauvaise si elle était bien appliquée par lui.

Toute cela serait bouffon s'il ne s'agissait pas de tenter encore une fois d'entraîner le mouvement ouvrier dans une impasse au fond de laquelle se profile la misère d'une récession qui ne peut être empêchée que par des mesures anticapitalistes, et la guerre pour l'OTAN ou la répression par l'OTAN.

Des militants qui attendaient un candidat qui puisse être une tête de file pour le combat nous demandent, déçus : mais que faire ?

Encore une fois dire non, en même temps à l'ennemi et aux charlatans. Dire non comme nous l'avons dit dans tous les référendums gaullistes (cette élection n'en est d'ailleurs qu'un de plus).

Les pseudo-leaders paniqués rejettent la responsabilité de la situation et de leur politique du chien crevé sur l'apathie et le « recul » des masses, comme s'ils n'avaient pas été les artisans, par trahison, lâcheté ou aveuglement,

de toutes les défaites dont est sortie l'inquiète attente actuelle. Ce sont précisément leurs combinaisons rappelées plus haut, si semblables au « front unique autour de Mitterrand », qui sont responsables du point de recul dont nous devons repartir aujourd'hui.

Les révolutionnaires ne trépigment pas comme les politiciens petits et grands, à la recherche de bons « trucs » pour compenser les insuffisances du rapport des forces. Trotsky nous a enseigné que quand la classe était faible et désarmée, il fallait éviter les affrontements où elle se briserait, qu'il fallait alors former ses cadres, les endurcir (en particulier en les habituant à tenir bon devant les chantages et les sophismes des bateleurs du socialisme), fournir à la classe l'organisation et les moyens de la contre-offensive. C'est à ce point que nous en sommes.

A tout prendre, la confusion où se débattent les organisations ouvrières autour de Mitterrand n'est que l'expression de l'impossibilité d'en finir avec un régime de dictature, imposé dans l'illégalité d'un coup d'Etat, en acceptant le jeu de sa « légalité ». Mitterrand lui-même l'a exprimé dans un lapsus. Au cours de son interview déjà citée, il a dit : « ...un système où un seul homme concentre tous les pouvoirs. On sait comment cela finit. Les exemples de Napoléon 1^{er}, Napoléon III, Mac Mahon, Pétain, De Gaulle sont édifiants. » Or de Gaulle n'est pas encore « fini ». C'est en disant non à tous les candidats de la bourgeoisie, Mitterrand compris, qu'on préparera la fin normale de de Gaulle, celle que les classes travailleuses doivent effectivement donner à tous les bonapartes.

M. LEUWEN.